



POUR SORTIR DE L'URGENCE

Tenir vite les promesses faites
aux Haïtiens

ة أطباء العالم **DOSSIER DE PRESSE**
R WELT दुनिया **HAÏTI, 1 AN APRÈS**
VAN DE WERELD 世界の医療団 **JANVIER 2011**

EL MONDO Γιατροί του Κόσμου DOKTERS VAN DE WERELD MÉDICOS
世界医生组织 DOCTORS OF THE WORLD منظمة أطباء العالم LÄKARE I VÄRLDEN
S DEL MUNDO 世界の医療団 ÄRZTE DER WELT दुनिया के डॉक्टर MÉDECINS
"ιατροί του Κόσμου DOKTERS VAN DE WERELD MÉDICOS DO MUNDO



Depuis le séisme du 12 janvier 2010, les Haïtiens survivent essentiellement grâce à la mobilisation de l'aide internationale et à l'assistance des ONG et des agences des Nations Unies. Les nombreux dons reçus à travers le monde - près de 3 milliards de dollars dont une grande partie de dons privés -, ont permis de financer des opérations humanitaires massives qui se poursuivent aujourd'hui.

Mais sur place, les conditions de survie restent extrêmement précaires et la population haïtienne accumule depuis plusieurs mois catastrophes, frustration et désillusion. Il n'est donc pas surprenant de voir, en cette période électorale extrêmement sensible, surgir des critiques parfois virulentes contre les Nations Unies, les Etats et parfois les humanitaires.

Si les équipes haïtiennes et internationales d'urgence, même critiquées, ont permis un temps de faire face aux besoins vitaux, les Etats restent, eux, bien loin du compte en matière de reconstruction. Sur les 10 milliards de dollars promis en mars 2010 lors de la conférence de New-York par les bailleurs internationaux et les Etats membres des Nations Unies, seules quelques centaines de millions ont été décaissées. Des promesses faites pour « reconstruire en mieux » selon l'expression de la commission de reconstruction d'Haïti co-présidée par Bill Clinton.

Un an après le séisme, l'enjeu en Haïti est donc à la fois la poursuite nécessaire des secours mais aussi et surtout de la reconstruction, en panne, et pourtant tant attendue.

Car l'Etat haïtien, toujours à terre, ne pourra pas se relever sans être soutenu longuement. Or, les Etats membres de la communauté internationale, loin d'avoir tenu leurs promesses, ne semblent envisager l'assistance à Haïti qu'au travers des programmes d'urgence. Restent sur le terrain des humanitaires et des secouristes étrangers qui dénoncent désormais une réponse internationale au choléra inadaptée. Des humanitaires parfois réduits au rôle de pompiers dans un pays dévasté, déjà très pauvre avant le séisme et toujours en état de choc. Les secouristes, haïtiens et internationaux, sont submergés par une tâche qui se situe au-delà de leurs réelles responsabilités et capacités en matière notamment de reconstruction et de lutte contre la pauvreté.

Si l'action des associations humanitaires telles que Médecins du Monde reste essentielle et est appelée par les sinistrés à se poursuivre, elle ne saurait remplacer le rôle central de l'Etat haïtien et des bailleurs publics internationaux.

Car si les promesses faites en matière de reconstruction ne sont pas tenues, Haïti risque de vivre un second séisme, celui-ci économique, social et donc politique. L'opportunité de sortir Haïti de la pauvreté s'éloignera alors. A chaque nouvelle catastrophe qui frappera le pays, seules des réponses ponctuelles prises dans l'urgence seront apportées et le séisme du 12 janvier n'aura été qu'une tragédie de plus dans l'histoire d'Haïti.

Il est pourtant encore temps d'agir et de tenir les promesses faites aux Haïtiens.

En chiffres

Médecins du Monde travaille en Haïti depuis 1989

LES ACTIVITÉS DÉVELOPPÉES PAR MDM

Plus de **580 000** consultations médicales dont 800 actes chirurgicaux réalisés depuis le séisme

En moyenne, environ **9 250** consultations médicales réalisées (incluant la vaccination) chaque semaine, dont 20% pour les enfants (moins de cinq ans) et 12% pour des femmes enceintes

4 zones d'intervention :

Port au Prince, région Goâvienne, Grande Anse et Nippes

A Port au Prince : 8 cliniques fixes sous tentes dans 8 quartiers de Port-au-Prince, 4 cliniques mobiles intervenant sur 16 sites de Cité-Soleil

En région Goâvienne : soutien à l'hôpital de Petit Goâve et à 10 centres de santé

A Grande Anse : soutien à l'hôpital provincial de Jérémie et à 11 centres de santé

Pour faire face à l'épidémie de choléra

5 CTC (centres de traitement choléra) d'une capacité de 40 à 50 lits chacun mis en place spécifiquement pour le traitement du choléra.

11 UTC (unités de traitement choléra) dédiées à la réhydratation par voie orale et intraveineuse d'une capacité de 2 à 16 lits et mises en place au sein des cliniques ou d'un hôpital.

Au-delà de ces activités chiffrées, les équipes de MdM mènent au quotidien des activités de prévention (hygiène, lutte contre les violences, VIH, vaccinations, orientation vers le dépistage...), mais aussi des séances collectives de soutien psychosocial et de sensibilisation santé des différentes communautés.

LES DONNS REÇUS / LES DÉPENSES ENGAGÉES

Le réseau international de Médecins du Monde a reçu **18,8** millions d'euros.

Dons privés : 10,4 millions (particuliers, fondations privées...)

Subventions publiques : 8,4 millions

Plus de **11,5** millions d'euros ont déjà été dépensés par Médecins du Monde depuis le 12 janvier (jusqu'au 1^{er} novembre) et **7,3** millions sont engagés pour la fin de l'année 2010 et pour l'année 2011.

LES ÉQUIPES

Avant le séisme : 85 membres de Médecins du Monde dont plus de 80% de personnel haïtien

Dans la première phase d'urgence : 391 personnes

Un an après : **1 268** membres de Médecins du Monde dont 95% sont Haïtiens : 68 volontaires internationaux et 1 200 Haïtiens dont 319 d'entre eux travaillent pour le ministère de la Santé mais reçoivent un soutien financier temporaire de MdM. L'épidémie de choléra a entraîné un large renforcement des équipes médicales et sociales.

« Port-au-Prince n'est plus une ville, c'est un immense bidonville. Le séisme, les hommes politiques, le choléra, on vit à travers l'enfer ici. »

Francis, un habitant du quartier de Carrefour-Feuille

Les bailleurs de MdM sur cette urgence : ABB, Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), Agence canadienne de développement international (ACDI), Ayuntamiento de Leganés, Ayuntamientos varios País Vasco, Bild hilft e.V., Caja Madrid Foundation, la Chaîne du Bonheur, Communauté flamande, Conseil Général du Val d'Oise, Conseil Régional du Nord Pas de Calais, le consortium belge pour les situations d'urgence, Diputación Foral de Biskaia, ECHO, Family Prix, la Fondation Clinton, Junta de castilla y Leon, L'Oreal, le Ministère des Affaires étrangères France (UN Flash Appeal), Ministère des Relations Internationales du Québec, Munich City Council, OCHA, Région Bruxelloise, Région Wallonne, Rouen, Sanofi, UNICEF, la Ville de Paris, Vinci.

Depuis un an, faire face aux besoins vitaux



© S. Brandström

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7,3 terrasse Haïti faisant plus de **250 000** morts, environ **300 000** blessés et **1,3** million de sans-abri. Un an après, Port-au-Prince et ses environs portent encore les stigmates du tremblement de terre qui les ont ravagés. Monceaux de gravats au bord des routes, maisons mille-feuilles, camps de déplacés dispersés dans la ville, des milliers d'Haïtiens vivent toujours dans des conditions très difficiles et la reconstruction tant espérée tarde à venir.

“ Je me suis installé dans le camp de Parc Cheval un mois après le séisme. Je suis déjà venu deux fois à la clinique. Avant que MdM propose des consultations gratuites, je n’allais pas voir un médecin car je n’ai pas d’argent.”

Dominique, 20 ans,
habitant de Cité Soleil

“Les gens du camp sont tous sans emploi, ils n’ont pas d’argent, pas de maison. La dernière distribution de vivres date du mois d’avril et seules deux citernes d’eau ont été installées sur le camp pour 6500 personnes. Les habitants du camp se sentent délaissés. Ils veulent partir mais n’ont nulle part où aller. Ils ne savent pas pour combien de temps ils sont là, alors ils ont installé des petits commerces, les tentes sont remplacées par des structures en bois et en tôle plus solides. Ils sont en colère, surtout contre le gouvernement et la municipalité.”

Eddy, responsable
haïtien de la clinique basée
dans le camp de Solino.

Premières semaines d’urgence : priorité à la chirurgie et aux soins vitaux

A Port-au-Prince, dès le 14 janvier, les équipes de MdM déjà présentes sur place ont commencé à distribuer des médicaments essentiels à l’hôpital central de la ville et à l’hôpital Choscal à Cité-Soleil. Dans la semaine suivant le séisme, MdM a acheminé du matériel logistique et médical, ainsi que deux équipes de personnels médicaux en renfort.

Plusieurs centaines d’interventions chirurgicales ont été assurées à l’hôpital général universitaire de la ville, à l’hôpital de Choscal et dans le quartier de Sonapi. Consultations médicales, soins infirmiers et transferts vers l’hôpital général ont aussi été proposés dans six quartiers de la ville où se regroupaient massivement les sinistrés, en lien avec des partenaires locaux. A Petit Goâve, MdM a apporté dès les premiers jours son soutien aux dispensaires, à la maternité et au service de pédiatrie de l’hôpital.

Dans la Grande Anse, fuyant la capitale, 120 000 personnes déplacées avaient trouvé refuge dans ce département épargné par le séisme. Présent depuis 1989 dans cette zone, MdM a élargi son programme de santé publique communautaire pour assurer la prise en charge des déplacés et des familles les accueillant. Depuis les premières semaines, 11 centres de santé de la région proposent un accès aux soins gratuit à l’ensemble de la population.

Compenser le manque d’accès aux soins

Hôpitaux surchargés, cliniques privées inaccessibles financièrement, avant le séisme, la moitié de la population n’avait pas accès aux soins. La présence des ONG médicales a permis à des dizaines de milliers d’Haïtiens de bénéficier d’une réelle amélioration de l’accès aux soins.

Implantée au cœur d’un bidonville, la clinique Médecins du Monde de Mahotièr, à l’ouest de Port-au-Prince, accueille jusqu’à 200 patients par jour. Consultations médicales, de santé reproductive, vaccination, dépistage nutritionnel, distribution de médicaments..., les équipes de MdM proposent un accès aux soins pluridisciplinaires. Le docteur Emmanuel y travaille depuis 7 mois « La présence de MdM est fondamentale. Avant pour aller à la consultation, certaines personnes mettaient deux à trois heures. La majorité des habitants n’ont pas d’argent, ici tout est gratuit ».

A Port-au-Prince, ce sont 9 cliniques de ce type qui ont été installées à partir de fin janvier au plus proche des communautés, dans les camps de déplacés ou les bidonvilles.

Un an après, 8 d’entre elles fonctionnent toujours : Afca, Canapé-Vert, Cité-Georges, Mahotièr, Saint Marc, Saint Michel, Saieh et Solino. Depuis 9 mois, plus de 130 000 consultations y ont été assurées. A Cité-Soleil, plus vaste bidonville de Port-au-Prince, 4 autres cliniques mobiles sillonnent 16 camps de déplacés et quartiers et y assurent près de 1 300 consultations par semaine.

Infections respiratoires, diarrhées aqueuses (hors choléra), pathologies cutanées, malaria et IST (infections sexuellement transmissibles) sont les pathologies les plus rencontrées, elles sont liées aux conditions de vie très précaires : difficulté d’accès à l’eau potable et promiscuité.

Au-delà des consultations générales, MdM a choisi de porter une attention particulière à la santé reproductive. Dans chaque clinique, une sage-femme assure suivi de grossesse, suivi de vaccination, consultations post-partum, gynécologiques et planning familial. « Sur le long-terme, le but est de faire prendre conscience aux femmes enceintes qu’il y a des risques pour elles et leur enfant, que l’accouchement dans les institutions est essentiel pour limiter les complications » explique Justine Bertel, sage-femme.



© L. Abib

Suivi psychologique et prise en charge des victimes de violences

Dans la vallée du Bourdon, à Port au Prince, Marc-Edouard parcourt les différents quartiers situés autour de la clinique de Canapé-Vert. Il informe en masse les populations : « MdM assure des consultations gratuites tous les jours, les enfants qui ont de la fièvre, qui n'ont pas d'appétit doivent venir à la clinique pour être dépistés... ». Crieur engagé par MdM, il évoque également la problématique des violences, en incitant les victimes de viol à venir consulter un médecin dans les 3 jours suivant l'agression. **Depuis un an, plus de 850 personnes victimes de violences (violences générales, agressions sexuelles, violences conjugales, maltraitance de l'enfant, violences liées au genre) ont été prises en charge dans les hôpitaux soutenus par MdM.** 75% étaient des femmes essentiellement victimes de violences sexuelles.

Les messages de sensibilisation sont répétés quotidiennement. « C'est essentiel de faire ce travail chaque jour. Nous nous sommes aperçus que lorsqu'on arrêtait la prévention dans les camps et les bidonvilles, le nombre de consultations diminuait au niveau des cliniques » explique Nicolas Grillet, coordinateur psycho-social.

Déjà présent sur la thématique de la violence en Haïti depuis 1994, MdM a rapidement choisi de mener des activités psycho-sociales au sein des cliniques mobiles. Plus de 100 Haïtiens travaillent sur ce volet pour MdM : travailleurs sociaux, sensibilisateurs, animateurs, psychologues... Des groupes de paroles et des écoutes individuelles sont proposés chaque jour au sein des différentes cliniques. Près de 17 000 patients ont déjà eu recours à ces activités.

Focus sur les femmes enceintes et les enfants

Les équipes concentrent particulièrement leur travail auprès des enfants de moins cinq ans et des femmes enceintes. Nos cliniques reçoivent en moyenne 20 % d'enfants de moins de cinq ans et 12 % de femmes enceintes chaque semaine.

Dans la région Goâvienne, MdM apporte son soutien à l'hôpital Notre Dame de Petit Goâve: formation du personnel de santé (gynécologues, sages-femmes, assistants de santé), approvisionnement en médicaments et équipements médicaux, réhabilitation de bâtiments. MdM appuie également 10 autres structures de santé dans les zones rurales pour assurer la prise en charge de la malnutrition ainsi qu'un accès aux soins des populations les plus isolées.

“ Après le séisme les gens ont été traumatisés, stressés. On aide les gens, on essaie de se mettre à leur place pour les faire parler, pour leur remonter le moral. Je suis là pour coordonner le groupe mais pas pour donner des solutions. Ce sont les patients qui débattent entre eux, ils parlent du stress, de l'amertume.”

Simon, 32 ans, animateur haïtien de groupe de parole à Canapé-Vert

“A Grand Goâve, nous soutenons le fonctionnement du centre de soins de la commune : prise en charge des ressources humaines, approvisionnement en médicaments, approvisionnement logistique... Et nous continuons à les aider pour faire face à l'épidémie de choléra. L'idée est de former les agents de santé et de leur donner les informations de base sur les mesures de prévention.”

Charles, médecin, coordinateur médical



© L. Abib



© L. Abib



© L. Abib

LE CHAOS DU CHOLÉRA

APRÈS LE SÉISME, L'ÉPIDÉMIE

Depuis fin octobre, Haïti doit faire face à une nouvelle crise : le choléra, maladie disparue depuis des dizaines d'années, se propage dans le pays. Mi-décembre, plus de 93 000 cas étaient recensés sur tout le territoire entraînant plus de 44 000 hospitalisations et plus de 2 000 décès.



Dès les premiers jours de l'épidémie, MdM a mobilisé ses ressources humaines et logistiques présentes à Port-au-Prince, Petit et Grand Goâve, Nippes et Grande Anse.

Dans la Grande Anse, département rural au Sud-ouest de l'île, MdM a mis en place 2 centres de traitement du choléra (CTC) d'une capacité d'accueil de 120 patients à Jérémie, de 50 lits à Moron. Du 22 novembre au 20 décembre, ces 2 centres ont admis plus de 2 600 cas avec une moyenne de 80 nouveaux cas par jour et ont enregistré plus de 80 décès. Face à la progression constante de l'épidémie, MdM a également mis en place 3 unités transitoires de traitement choléra (UTC) dans d'autres communes de la Grande Anse. Les équipes y prennent en charge les cas modérés par réhydratation orale ou intraveineuse, selon le degré de déshydratation, et transfèrent les cas sévères vers les CTC.

« L'épidémie est en train de flamber dans le département de la Grande Anse. Nous recevons chaque jour de plus en plus de cas. Le centre de traitement de Jérémie est débordé, certains patients sont deux par lit ou installés à même le sol », témoigne Myriam Pomarel, coordinatrice médicale de Médecins du Monde.

Les équipes de Médecins du Monde sillonnent également 11 communes de la région

pour sensibiliser la population. L'objectif est avant tout de faire connaître la maladie afin d'éviter toute scène de panique et d'inciter les personnes présentant les symptômes du choléra à se rendre le plus rapidement possible dans les centres de santé.

A Port au Prince, 8 UTC ont été installées, la plupart directement intégrées aux cliniques de MdM dans les quartiers de sinistrés et les camps. Accueillant les malades sous une tente d'isolement, les équipes MdM prennent en charge les cas modérés et

transfèrent les cas sévères vers des CTC. Plus de 1 400 cas ont déjà été pris en charge. En lien étroit avec les autorités de santé haïtiennes, MdM a également mis en place un centre de traitement du choléra (CTC) d'une capacité de 40 lits dans le quartier de Carrefour feuille -Sanatorium.

Afin d'endiguer la propagation de l'épidémie, les crieurs de MdM continuent de diffuser dans les bidonvilles et les camps des messages de prévention et d'hygiène à respecter.

« MdM s'occupe aussi de la décontamination des maisons des personnes qui ont eu le choléra, pour protéger leur famille. Mais l'équipement de décontamination fait peur (masque, combinaison), il faut expliquer que ce n'est pas pour se protéger du choléra mais du chlore qui sert à stériliser un lieu potentiellement contaminé », explique le Dr Ucème médecin à la clinique de Solino.

Dans la région Goâvienne et dans les Nippes, 2 centres de traitement (CTC) ont été installés dans les villes de Petit Goâve (d'une capacité de 50 lits) et Grand Goâve (80 lits). 2 unités de traitement (UTC) sont également en place dans les Nippes (15 lits) et Petit Goâve (6 lits). Plus de 300 cas ont été pris en charge.

“ Ma fille de 4 ans a des diarrhées, j'ai entendu à la radio qu'il y avait un centre de traitement du choléra à Chapi alors je suis venue. Dans mon quartier, il y a souvent des agents de santé qui passent pour informer les gens, dire ce qu'il faut faire pour éviter d'attraper la maladie.”

Antoinisse, 30 ans, 5 enfants – Port au Prince

“Le nombre de consultations dans les cliniques s'est stabilisé 3 à 4 mois après le séisme, bien sûr avec le choléra, nous connaissons une nouvelle augmentation. Une crise de choléra dure en moyenne 3 mois, mais l'on sait qu'à Cité Soleil, cela risque d'être plus long à cause des conditions sanitaires. On travaille beaucoup sur la prévention communautaire. Les gens de la communauté qui sont formés sont à même de prendre en charge des cas modérés directement sur les lieux de vie.”

Marc, médecin, coordinateur général



Un travail commun avec les Haïtiens



© L. Abib



Je travaille pour MdM depuis 2008 sur le programme de prise en charge des victimes de violence. Depuis le séisme, je suis infirmière sur les différentes cliniques de MdM. Ce qui me motive, c'est de travailler pour la communauté. Ça me fait souffrir de voir les Haïtiens malades, c'est ma manière à moi d'aider."

Sagine, 27 ans,
infirmière haïtienne

Une collaboration de plus de 20 ans

Médecins du Monde travaille depuis 1989 dans le pays en lien étroit avec les autorités sanitaires et les partenaires locaux : à Port-au-Prince, depuis 1994, sur la problématique de la violence. En partenariat avec l'association haïtienne URAMEL, MdM soutenait 5 structures de santé pour assurer la prise en charge des victimes de violences. Depuis plus de dix ans, à Cité-Soleil, MdM travaille dans l'hôpital Choscal sur la santé materno-infantile, la nutrition, la prise en charge du VIH/Sida et des violences. Dans la région goâvienne, MdM apporte son soutien depuis plus de douze ans aux autorités sanitaires régionales et aux dispensaires ruraux dans les domaines des soins de santé primaires, de la santé materno-infantile et de la malnutrition infantile. Et dans le département de la Grande Anse, au Sud-Ouest de l'île, depuis 1989, MdM soutient 11 centres de santé sur des volets de réduction de la mortalité maternelle et infanto-juvénile.

Dès les premières heures, l'engagement des Haïtiens

"La volonté d'agir du personnel haïtien qui travaillait pour MdM depuis plusieurs années a été immédiate. Ils se sont mobilisés de façon spontanée pour appuyer la prise en



Médecins du Monde ne va pas rester ici pour une éternité. Le travail est encore vraiment long à accomplir. Former les Haïtiens pour rester sur place, c'est une très bonne initiative. Nous, si on est formés on peut faire le travail en l'absence de MdM. C'est important pour les Haïtiens d'être impliqués dans la reconstruction du pays."

Linda, 38 ans, infirmière superviseuse haïtienne

"Les besoins sur place sont immenses et notre présence est toujours nécessaire mais le rôle principal d'une ONG médicale n'est pas de travailler dans la substitution, avec une grosse équipe d'expatriés. Car pour aider à renforcer le système de santé local, il faut avant tout travailler avec les équipes nationales, les former, transférer notre expertise et nos compétences pour que nous puissions nous retirer, passer la main et que notre projet perdure."

Marc, médecin, coordinateur général



charge des premiers secours. Leurs maisons s'étaient effondrées, certains avaient perdu des proches mais ils venaient travailler » explique Ernesto Bafile, coordinateur du réseau international de MdM en Haïti.

Médecins, infirmières, psychologues, dépisteurs nutritionnels, enregistreurs, animateurs de sensibilisation, ménagers, près de 1200 Haïtiens travaillent pour le réseau international de MdM. Juste après le séisme, de nombreux acteurs des projets antérieurs ont été remobilisés pour animer le volet psychosocial des cliniques mobiles de MdM.

MdM propose régulièrement des sessions de formation au personnel haïtien. L'objectif est d'améliorer la qualité du travail et de s'assurer que les dispositifs de soins mis en place par MdM pourront être repris dans le dispositif sanitaire haïtien de demain.

L'indispensable mais complexe collaboration avec les autorités sanitaires

Le séisme a mis à terre un système de santé très fragile et inéquitable. Pour faire face, le ministère de la Santé haïtien a établi un plan intérimaire de reconstruction. Cependant un an après, malgré ses efforts, le plan avance trop lentement. Ce sont principalement les ONG qui gèrent la nouvelle urgence choléra. Le gouvernement haïtien, paralysé par le manque de financements promis par les États membres, a du mal à se relever et à initier une reconstruction du système de santé durable.

Depuis plusieurs années, les programmes menés par MdM dans la Grande Anse et à Petit Goâve fonctionnent en étroite collaboration avec les autorités sanitaires locales. Suite au séisme, MdM a continué de s'inscrire dans cette démarche ; en lien avec les bureaux communaux, les différentes actions ont mises en place en fonction des données épidémiologiques, des zones prioritaires d'intervention définies et de la présence préalable d'autres acteurs de santé.

MdM travaille notamment avec le ministère de la Santé sur le volet psycho-social. « Les messages de sensibilisation que nous diffusons sont ceux établis par le ministère » indique Nicolas Grillet, coordinateur psycho-social du programme. « A chaque nouvelle initiative, nous essayons d'intégrer les autorités dans la réflexion et d'imaginer comment sur le long-terme les activités pourront être reprises ».

"A terme, les cliniques mobiles mises en place dans la phase d'urgence seront fermées pour passer le relais à des structures pérennes du système de santé haïtien » explique Alain Daniel, coordinateur général de MdM. « Dans le cadre de cette transition, MdM continuera certainement



© L. Abib



© L. Abib

Plaidoyer en faveur d'un système de soins équitable

→ Haïti a besoin de se doter d'un système national de protection sociale en santé pérenne et étendu à toutes les structures de santé du pays.

→ Aujourd'hui, les difficultés d'accès aux soins se sont réduites grâce à la présence des acteurs humanitaires mais risquent de se représenter si des mesures pour la pérennisation de la protection sociale en santé ne sont pas adoptées rapidement...

→ Médecins du monde a vérifié sur le terrain lors d'une recherche-action (2006-2009) dans la Grande Anse l'impact très positif sur l'utilisation des services de santé de l'élimination de la barrière financière pour l'accès aux soins des femmes enceintes et enfants de moins de cinq ans.

→ Depuis le séisme ce système a été étendu aux personnes déplacées/sans abri. Médecins du Monde, aux côtés du ministère de la Santé et des associations haïtiennes demande à ce que l'accès gratuit aux soins, au moins pour les plus vulnérables, soit financé et assuré de façon pérenne par les bailleurs internationaux.

CONTACTS PRESSE

EN ARGENTINE

Gonzalo Basile
+ 54 11 49 54 00 80

EN BELGIQUE

Noëlle Rodembourg
Paula Stam
+ 32 2 648 69 99

AU CANADA

André Bertrand
+ 1 514 281 8998

EN ESPAGNE

Guillermo Algar
+ 34 91 54 36 033

EN FRANCE

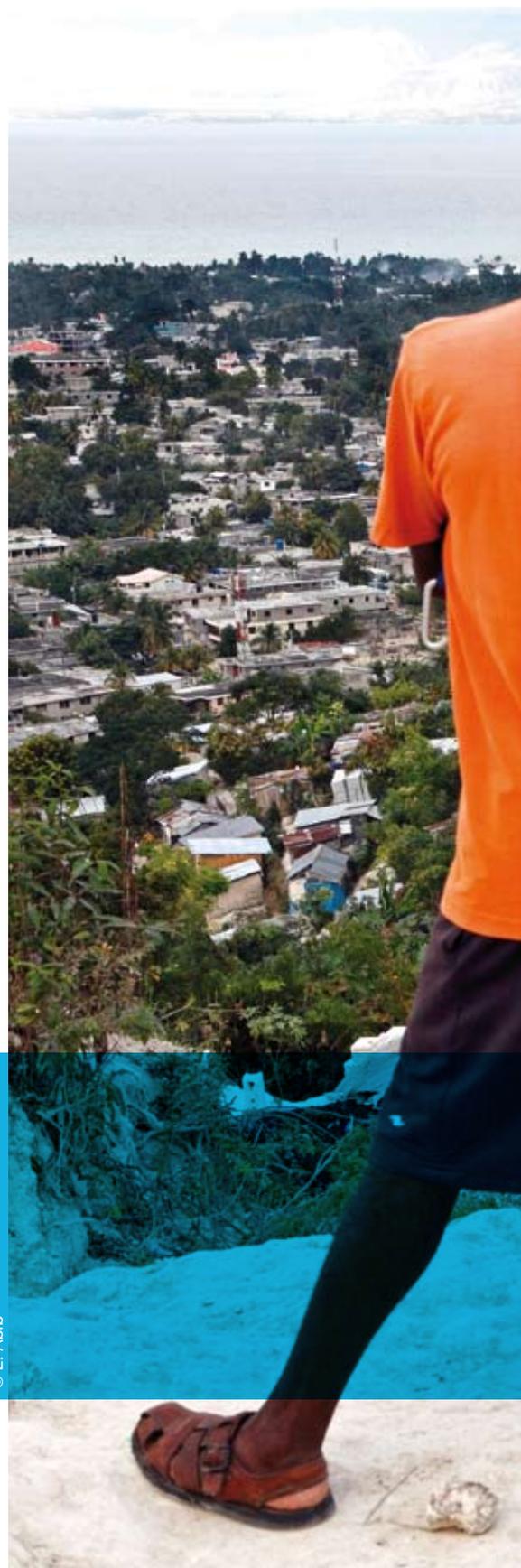
Florence Priolet/
Solenn Assathiany
+ 33 1 44 92 14 31/14 32

EN SUISSE

Matthieu Crettenand
+ 41 32 725 36 16

EN HAÏTI

Ernesto Bafile
+ 509 37 01 54 03



© L. Abib